

Toutes et tous mobilisé-e-s pour une réforme des retraites juste, durable et efficace !



Manifestation du 7 septembre



N°582
DU 18 AU 24 SEPTEMBRE
1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52 - Fax : 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat (77 52) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) et Patrick Chasserio • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communication, tiré à 25 200 exemplaires



L'AGENDA

23 septembre

► Manifestation

Tous ensemble pour sauver notre système de retraite

25 septembre

► Mobilisation

Journée de défense des territoires



Convention nationale Pour Une nouvelle donne internationale et européenne

30 septembre

► Votez dans les sections le texte adopté par le Conseil national du 8 septembre

9 octobre

► Venez à la Convention nationale Pour une nouvelle donne internationale et européenne au CNIT-La Défense



L'info en continu

Ségolène Royal, 09/09/10

Équité

« Quand vous remettez en cause la liberté de prendre sa retraite à 60 ans vous frappez les ouvriers, les petits employés, vous frappez les femmes. Il est absolument intolérable qu'un gouvernement puisse faire une réforme des retraites sans faire financer les revenus du capital et sans répartir équitablement les choses ».

Pascale Boistard, Mehdi Ouraoui, 19/09/10

Dérive

« Brice Hortefeux, ministre condamné pour injures racistes, entraîne l'administration dans une dérive xénophobe aussi indigne qu'illégal, et qui enfreint de nombreuses règles nationales, européennes et internationales. Cette politique, qui porte atteinte aux valeurs et aux lois de la République et à l'image de la France, doit cesser immédiatement ».

Benoît Hamon, 13/09/10

Indignité

« À l'indignité de cette politique, le ministre de l'Immigration ajoute l'indignité de son comportement. Quand il dit ne pas être au courant de la circulaire envoyée aux préfets par le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur alors qu'il était évident qu'il en était informé, cela montre une nouvelle fois que la fuite est sans doute l'exercice dans lequel Eric Besson s'illustre le mieux dans la politique française ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

23/09

C'est la date choisie par les syndicats pour lancer une nouvelle journée de mobilisation pour la défense de notre système de retraites. Nous étions 2,5 millions le 7 septembre dernier à manifester. Le Parti socialiste s'associe une nouvelle fois à cette initiative. Le combat continue. Toutes et tous mobilisé-e-s pour une réforme des retraites juste, durable et efficace !

L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

Rentrée universitaire 2010-2011 : un satisfecit bien peu mérité

Le gouvernement défend son bilan à l'occasion de la rentrée universitaire 2010-2011. La réalité vécue dans les universités n'offre pourtant pas matière à louanges. « Les moyens comme l'orientation de la politique gouvernementale en matière d'enseignement supérieur et de recherche sont très en deçà des enjeux, a commenté le Bureau national du PS, la précarité demeure le lot quotidien de nombreux étudiants qui ne disposent pas des moyens d'étudier avec succès ». Le dixième mois de bourse promis par Nicolas Sarkozy est amputé de moitié, et s'il a été tenu c'est au détriment d'autres besoins de l'enseignement supérieur. La pénurie de logement reste criante. « Les prévisions gouvernementales concernant l'enseignement supérieur et la recherche montrent que le niveau des dépenses va encore

décrocher par rapport à l'évolution de l'inflation et de la croissance. C'est en réalité une austérité sans précédent qui va toucher l'enseignement supérieur et la recherche » s'inquiète le BN. La situation imposerait un investissement fort dans ce secteur : réel développement des universités et des organismes de recherche, plan pluriannuel de créations d'emplois scientifiques, réforme des premiers cycles, allocation d'autonomie et amplification des constructions de logement étudiants. « Il faut sortir de la crise et construire la société de demain » a conclu le Bureau national.

Mensonge sur la fiscalité

Le gouvernement a annoncé une économie de 10 milliards d'euros sur les niches fiscales et sociales. Le "coup de rabot" ne représentera que 500 millions d'euros en 2012 et rien en 2011. Pour compenser, le gouvernement s'apprête dès

2011 à augmenter de plus de 8 milliards d'euros plusieurs taxes, ce qui va peser directement sur le pouvoir d'achat des classes moyennes. « Plutôt que de se cacher derrière un raisonnement alambiqué, il serait urgent que le gouvernement ouvre un véritable débat sur la fiscalité » a affirmé le BN détaillant les propositions du PS telles que la suppression de certaines niches fiscales, très coûteuses et totalement inefficaces (bouclier fiscal, baisse de la TVA dans la restauration, niche Copé), la restriction de certaines niches afin de les rendre moins injustes (loi Scellier sur l'investissement immobilier, crédit impôt recherche) et le plafonnement généralisé de l'ensemble des niches. « Au-delà, il est nécessaire de mettre en œuvre la grande réforme fiscale que le Parti socialiste a proposé lors de sa Convention sur le nouveau modèle de développement économique, sociale et écologique » a rappelé le BN.

INITIATIVE

Mobilisation pour la défense des territoires



Dans toute la France, des manifestations auront lieu contre la régression territoriale

Près de trente ans après les grandes lois de décentralisation initiées par la gauche, le gouvernement veut procéder à une vaste recentralisation et à une régression territoriale. « En dépit des amendements votés au Sénat en juillet, le projet de réforme des collectivités du gouvernement reste inacceptable, qualifie André Laignel, Secrétaire général de l'Association des

maires de France, Il marque une régression démocratique sans précédent pour notre République. Sous couvert d'efficacité, il signe surtout la reprise en main par le pouvoir central des compétences des régions, des départements et des communes, et programme l'étouffement des initiatives locales et des contre-pouvoirs territoriaux. Non seulement, cette recentralisation menace les

compétences des collectivités, mais elle menace aussi leurs moyens ». C'est pourquoi les élu-e-s socialistes ont lancé l'initiative d'une journée nationale de mobilisation et d'information citoyennes le samedi 25 septembre. Mobilisez-vous pour la défense des territoires !

► Retrouvez les outils de mobilisation et les initiatives prises dans vos fédérations sur defendonsnosterritoires.fr

Les socialistes à l'offensive

En direct de l'Assemblée

Cinquante heures. Les députés ne disposaient que de cinquante heures pour débattre de la réforme des retraites alors que les discussions avec les syndicats avaient déjà été bâclées avant l'été. « *En face, ils sont obsédés par l'idée que le temps joue contre eux*, explique Marisol Touraine, *ils tiennent absolument à voter la loi mercredi 15 à 15h* ». Mardi, les députés socialistes avaient convenu de retarder au maximum l'arrivée de ce marathon parlementaire en usant de leur droit d'expliquer, individuellement, leur vote. Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, a ainsi reçu 165 demandes d'explications d'une durée de cinq minutes chacune. Mercredi à 10h, Bernard Accoyer décidait de passer en force.

Au Sénat

Rejetés en commission des lois, les amendements relatifs à l'extension des peines plancher aux non-récidivistes,

à la comparution immédiate des mineurs et à plusieurs aggravations de peines introduits par le gouvernement dans la Loppsi 2, ont pourtant été adoptés en séance publique par le Sénat. « *Le groupe socialiste constate une nouvelle reculade de la majorité au Sénat, ont affirmé les Sénateurs PS, ces amendements, même modifiés, ne visent qu'à conforter au risque d'être inconstitutionnels, la dérive ultra-sécuritaire de Nicolas Sarkozy et de l'UMP, plus soucieux de leurs résultats que de la sécurité des Français* ».

Le Parlement a définitivement adopté mardi, lors d'un ultime vote du Sénat, le projet de loi prohibant le port du voile intégral dans l'espace public. Une majorité des membres de l'opposition a refusé de prendre part au vote en pointant les risques « *d'inconstitutionnalité* » d'une interdiction générale.

Au Parlement européen

Dans le contexte de la révision à mi-parcours des instruments

financiers de l'Union, la commission des budgets a rédigé un rapport sur le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) destiné à soutenir la réinsertion et la reconversion professionnelles des travailleurs pour lesquels le lien entre le licenciement et la mondialisation ou la crise économique est clairement établi. Les socialistes ont clairement affirmé l'obligation de pérenniser ce fonds au delà de la crise, contrairement à la droite qui milite pour sa disparition à l'horizon 2013. « *Il convient non seulement de maintenir ce fonds, mais également de l'améliorer et de sécuriser son assise financière* », affirme Estelle Grelier, membre de la commission des budgets. La proposition de la députée d'élargir l'action du FEM notamment en direction des PME et des sous-traitants a été reprise : « *Cette proposition offre aux salariés de ces petites entreprises, particulièrement vulnérables de meilleures perspectives de reconversion professionnelle en cas de licenciement économique* ».



L'info en continu

Aurélié Filippetti, 13/09/10
Woerthgate

« *L'affaire Woerth est en train de se transformer en "Woerthgate", on est en train d'assister à une remise en cause de tous les principes fondamentaux sur lesquels repose la démocratie. Tous les moyens, notamment ceux qui doivent être réservés à la lutte contre le terrorisme, sont mis au service d'intérêts privés. Cela se fait au mépris de l'intérêt général et on voit bien que l'exécutif ne se comporte plus comme un exécutif responsable dans une société démocratique* ».

Harlem Désir, Marie-Pierre de La Gontrie, Sandrine Mazetier, 14/09/10

Circulaire de la honte

La Commission Européenne a annoncé qu'elle allait engager une procédure d'infraction à la législation de l'Union européenne contre le Gouvernement français. « *Le gouvernement ne peut plus rester sourd à ces critiques, affirment les Secrétaires nationaux, la nouvelle circulaire de Brice Hortefeux, si elle change dans la lettre, reste malheureusement complètement dans l'esprit de la circulaire de la honte du 5 août. Le Parti socialiste exige que le gouvernement revienne au respect de la légalité, mais aussi au respect des valeurs de la République en mettant immédiatement un terme à sa politique de stigmatisation systématique des Roms* ».

RENCONTRES

Au cœur de la gauche

Le Parti socialiste était présent pour célébrer les 80 ans de la Fête de l'Huma

Sur invitation de Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti communiste français, de nombreux responsables socialistes se sont rendus le week-end du 11 septembre à la traditionnelle Fête de l'Humanité. Harlem Désir, Benoît Hamon, Claude Bartolone et Emmanuel Maurel notamment ont ainsi pris part

aux débats organisés au Parc de La Courneuve, sur les retraites, le pouvoir et l'argent ou la formation professionnelle. « *La fête de l'Huma est le cœur battant de toute la gauche, a commenté Benoît Hamon, unie dans la mobilisation sociale pour faire reculer le gouvernement sur sa réforme des retraites* ».



PS



Jeudi 23 septembre, mobilisé-e-s pour nos retraites !

Les annonces de Nicolas Sarkozy après la mobilisation du 7 septembre ne changent rien : sa réforme reste profondément injuste et ne règle rien. Elle ne garantit ni le financement du système par répartition ni le pouvoir d'achat des retraités.

Les mesures du gouvernement vont :

- ▶ transformer les jeunes retraités en vieux chômeurs, en obligeant les seniors à cotiser plus longtemps, et contraindre les femmes qui ont eu des carrières fractionnées à partir à 67 ans
- ▶ entraîner une baisse des pensions, comme après les précédentes réformes de la droite
- ▶ exclure la prise en compte de la pénibilité, qui n'a rien à voir avec l'invalidité
- ▶ faire porter plus de 90 % des nouveaux efforts sur les seuls salariés et presque rien sur les revenus du capital
- ▶ piller le Fonds de réserve des retraites pour maquiller les déficits en vue de 2012, sans même régler durablement le problème du financement !

Les socialistes proposent :

- 1. le maintien de l'âge légal de départ à 60 ans, protection pour les salariés ayant commencé à travailler le plus tôt, liberté de choix pour tous.**
- 2. une réelle prise en compte de la pénibilité, tenant compte de l'espérance de vie liée aux parcours professionnels.**
- 3. le financement des retraites du premier au dernier euro par des efforts partagés : les revenus du capital et les banques doivent aussi contribuer à l'effort de solidarité.**
- 4. la prise en compte par des mesures démographiques de l'allongement de la durée de la vie.**
- 5. un Fonds de réserve des retraites garanti, pour amortir les chocs démographiques ou économiques.**

**Mobilisons-nous pour faire reculer le gouvernement
Mobilisons-nous pour une réforme juste, qui
préserve nos retraites et celles de nos enfants**

Retrouvez toutes nos propositions sur parti-socialiste.fr